

Courrier de l'UD 14

<https://www.facebook.com/udcgt14/>

<https://www.calvados.cgt.fr>

Déposé le:

27/11/2024

à distribuer avant le :

03/12/2024

CAEN PIC

P4

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Le 12 décembre, mobilisé.es pour l'emploi et l'industrie

Agenda

Du 25 novembre au 09 décembre

élections dans les TPE

03 décembre

Mobilisation des retraités

05 décembre

Journée de grève et de manifestations
dans la fonction publique

11 décembre

grève des cheminots

12 décembre

Mobilisations pour nos emplois

et pour notre industrie

14 décembre

Mobilisations nationales pour les droits des travailleuses
et travailleurs immigrés

Imprimé par nos soins

Directeur Publication : Jean Jacques Morel Poirier

N° commission paritaire : 1127 S 06277 - N° ISSN : 2496-5065

Le Courrier de l'UD 14, 8, Rue du colonel Rémy 14000 Caen

Téléphone : 02.31.83.68.25 Mail UD CGT 14 - ud14@cgt.fr

Site internet : <https://calvados.cgt.fr>

Pour écrire au journal : courrier.ud1404@orange.fr



12 décembre



Urgence industrie: grèves et mobilisations

Défendons nos emplois !

La stratégie financière des directions d'entreprise est en train de détruire l'industrie. La recherche de rentabilité à court terme menace les emplois et l'avenir de sites industriels, parfois malgré l'existence de projets alternatifs portés par les salarié-es concerné-es avec la CGT. Malgré tout, les luttes se multiplient, à l'image de Michelin, Vancorex... qui s'opposent aux plans de suppressions d'emplois.

Notre pays fait face à une vague de casse industrielle d'une ampleur rarement égalée. La situation de l'emploi est catastrophique dans de nombreuses filières industrielles : automobile, sidérurgie, verre et céramique, carton, bois, papier, chimie, cimenterie, construction, commerce, aérospatiale, caoutchouc, etc. 150 000 emplois sont directement menacés.

La CGT porte 6 revendications immédiates :

1. Un moratoire sur les licenciements pour sauvegarder les emplois, les qualifications et les compétences ;
2. Un plan national de maintien et de relocalisation des outils et emplois industriels, piloté par un État assumant un rôle d'acteur central de l'industrie ;
3. La conditionnalité des aides publiques doit être mise immédiatement au service de l'arrêt de la casse industrielle ;
4. Retour au tarif réglementé de vente de l'électricité et du gaz pour un juste prix face aux factures dans l'industrie ;
5. Un plan d'urgence pour l'investissement productif avec la création d'un pôle public financier ;
6. L'organisation d'Assises de l'industrie.

La CGT appelle à une mobilisation nationale, à des débrayages et des grèves en région le 12 décembre 2024. Participez massivement aux rassemblements appelés par la CGT devant les préfectures ou des sites industriels visibles par toutes les formes possibles : outil de travail, vêtement de travail, équipement de protection individuelle, outils de production, etc.

LA DÉSINDUSTRIALISATION PRODUIT DES RAVAGES

SOCIAUX avec la destruction d'emplois directs et indirects [donneurs d'ordre / sous-traitants]

TERRITORIAUX avec la désertification impactant tout le tissu économique et les services publics

ENVIRONNEMENTAUX avec l'exportation de nos productions vers des pays aux normes environnementales de faible niveau quand elles ne sont pas inexistantes

POUR LA SOUVERAINETÉ de notre pays qui voit lui échapper de nouveaux pans de ses capacités productives

Pour le Calvados
voir la dernière page du journal

D'autres choix sont possibles !



Retour sur les résultats!

Les élections du CSE à La poste ont eu lieu pour la première fois du 9 au 14 Octobre.

Il est intéressant de regarder le résultat des élections et les conséquences qu'on doit en tirer.

La première chose à regarder est le résultat national, la CGT devient deuxième OS derrière la CFDT pour 2126 (23016 voix pour la CFDT contre 20890 pour nous). Mais si on regarde en détail on se rend compte que cet écart vient du collège 3, car oui sur le collège 1, la CGT est première OS avec 3759 de voix en plus et 296 voix sur le collège 2 par contre on perd 6181 voix sur le collège 3.

Cela montre l'importance que prend le collège 3 dans les élections, car si cela se passe comme ça à La Poste ce n'est pas la seule grande entreprise concernée, au niveau de la FAPT nous avons aussi Orange dans notre périmètre et on se rend compte que c'est exactement la même chose. N'oublions que les patrons donnent le statut de cadres à de plus en plus de personnes sans pour autant que ceux-ci soient réellement dans l'encadrement. Ils se sont bien rendu compte que l'augmentation des cadres est inversement proportionnelle à la représentativité de la CGT !

Si on veut repasser 1ère OS on doit parler aux cadres.

L'autre point important mis en avant par ces élections est le vote de nos syndiqués.

Au national 98% de nos syndiqués ont voté ce qui est une très bonne chose même si hélas sur le collège 1 du CSE au Courrier Normandie, on rate un poste pour 10 voix alors que 20 syndiqués n'ont pas voté. Cela démontre l'importance de bien faire voter tous nos syndiqués surtout avec les élections TPE qui approchent.

Pour les résultats locaux on est principalement concerné par deux CSE, le courrier et le réseau. Le réseau correspond au bureau de poste et il couvre la Normandie, la Bretagne, le Centre et le Val de Loire. Au niveau des résultats on est 3ème en représentativité mais 1er OS en nombre d'élus. Pour reprendre ce qui a été dit plus haut la CFE CGC est deuxième OS en représentativité en ne présentant des élus que sur le collège 3. Pour le courrier qui lui ne couvre que la Normandie (basse et haute), où le collège 1 est majoritaire 20 élus sur 27, nous sommes deuxième OS derrière SUD, mais à noter que la CFDT et CFTC ne sont plus représentatives.

A nous maintenant de travailler pour avoir de meilleurs résultats dans 4 ans et de récupérer notre 1ère place que ce soit au national mais aussi au local.

Par **Thibault SOULAT**
Secrétaire FAPT 14

Mobilisation générale chez les cheminots !

Après avoir été reçu le 28 octobre, par le ministre des transports qui a confirmé la liquidation de fret SNCF, cela a été au tour de la direction d'entreprise de recevoir la fédération cheminots dans le cadre d'une alarme sociale unitaire le mardi 5 novembre.

L'ouverture à la concurrence a pour origine la recherche, sans fin de nouveaux placements pour les capitalistes européens. Le transport Ferroviaire est pour eux un nouveau gâteau, arrosé par l'agent public que les capitalistes cherchent à capter toujours plus.

Ils peuvent pour cela s'appuyer sur l'union européenne et l'État français.

Une ouverture à la concurrence en France mise en œuvre progressivement.

Le marché du fret ferroviaire a été libéralisé en 2006, suivi du transport international de passagers en 2010 avec la mise en place de l'Open Access (liberté d'accès aux réseaux ferroviaire nationaux pour les opérateurs étrangers).

Sur le territoire national, la loi pour un nouveau pacte ferroviaire, adoptée en 2018, a permis d'ouvrir progressivement le transport Ferroviaire national de voyageurs à la concurrence. Depuis des années, la direction SNCF prépare en coulisse la transformation radicale de l'entreprise SNCF.

La séparation des activités, la création récente de sociétés distinctes vise à démanteler la SNCF.

Ce n'est sans compter sur la mobilisation des cheminots qui ne laisseront pas passer le train de la liquidation de Fret SNCF, de la privatisation dans les activités TER, Transilien et intercity et de l'éclatement de SNCF Réseau sans rien faire.

Les cheminots par leur Grève unitaire du 21 novembre de 24h, donnent l'unique Ultimatum à la direction de la SNCF et au gouvernement pour répondre à leurs revendications.

Sans réponse concrète, la direction de la SNCF et le gouvernement prendront la responsabilité d'un mouvement de grève plus long et plus fort en décembre.

C'est aussi une riposte syndicale contre ce gouvernement illégitime que nous allons lancer. Ce sont d'autres choix politiques que nous devons imposer au ministre des transports. Il peut abandonner son plan « car express » pour 2025 et se consacrer au service public Ferroviaire et à son financement, dans cette crise écologique mortifère que nous subissons, le train doit être tout simplement incontournable ; notre combat c'est aussi un combat pour l'intérêt général.



Par **David CARDIN**
Secrétaire cheminots de Caen



Un congrès réussi !

Un hommage aux camarades disparus depuis le 9 ème congrès

Christian
LETELLIER



Claude
SIMON



Un moment émouvant !

François BRIAND a su trouver les mots justes pour rendre un hommage bien mérité aux 3 camarades disparus, qui ont marqué chacun à sa manière l'histoire de la CGT dans le Département.

Un retour sur la personnalité de chacun, son engagement au sein de l'organisation, quelques anecdotes et surtout le souvenir qu'il a laissé dans la CGT.



Michel
SIDORTCHOUK





Quelques extraits du rapport introductif de
Jean Luc LEMAROIS Secrétaire sortant
de l'USR Calvados

Nous exigeons : La paix et la sécurité collective pour les peuples d'Europe, en toute indépendance de l'OTAN et des Etats-Unis, un cessez-le-feu en Ukraine Un cessez-le-feu immédiat à Gaza, au LIBAN.

Nous sommes pour :

- Une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens, avec deux Etats établis sur la base des frontières de 1967.
- Le respect de la souveraineté politique, militaire, économique et monétaire des peuples d'Afrique.
- La reprise des négociations pour un désarmement global et multilatéral et la signature par la France du Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires (TIAN) de l'ONU.

La CGT lutte pour la paix dans le monde. Car seule la paix est porteuse de progrès social.

En France, alors que le principe de liberté syndicale est un droit fondamental inscrit dans la loi depuis 1884, la répression et la discrimination à l'encontre des militants syndicaux sont de plus en plus nombreuses et de plus en plus fortes. Plus de 400 militantes et militants CGT sont aujourd'hui, poursuivis devant les tribunaux pour avoir mené des actions de lutte contre la réforme des retraites. Ces stratégies d'intimidation à l'encontre des syndicats sont hautement politiques. Plus que jamais la bataille sur les libertés syndicales est à l'ordre du jour, elles nous concernent tous. A chaque fois qu'une militante ou un militant de la CGT est touché, c'est toute la CGT qui est touchée. Nous devons réagir tous ensemble.

Par ailleurs, nous venons de vivre une période électorale intense qui a vu le rassemblement de la gauche au sein du Nouveau Front Populaire (NFP) arriver en tête des suffrages mais aussi une nouvelle progression de l'extrême droite.

La mobilisation d'une grande partie de la population a

évitée que ce parti prenne les rênes de notre pays. L'UCR CGT, l'USR CGT 14, fidèles à leurs valeurs et en toute indépendance, ont mené la bataille contre l'extrême droite et se sont prononcés en faveur du programme porté par les candidates et les candidats du NFP.

Le coup de force, mené par le président MACRON est un déni de démocratie. Les Françaises et les Français veulent le changement. Nous ferons tout pour qu'ils l'obtiennent. Les élections dans les TPE, nous avons aussi à y prendre toute notre place. 5 millions de salarié. es sont appelé (es) à voter du 25 novembre au 09 décembre 2024. L'enjeu de ce scrutin est déterminant pour mesurer la représentativité de l'audience de toute la CGT au niveau national. Cette campagne, c'est également l'occasion d'aller vers les travailleuses et travailleurs, de poser la question de la syndicalisation pour être plus fort, pour faire respecter nos droits.

Nous sommes une population qui rencontrons nombre de salarié. es de ces très petites entreprises et nous pouvons donc aller au contact pour appeler au vote CGT. Revalorisations de nos retraites et pensions.

Alors que l'argent coule à flot pour l'armée et pour l'armement nucléaire, les exonérations de cotisations sociales aux entreprises, ruinent la Sécurité sociale.

L'an dernier, les puissantes mobilisations des retraités (es), sous l'impulsion de la CGT et dans un large rassemblement, ont obligé Macron à lâcher une augmentation de 4% au 1er juillet.

Mois après mois, le décalage entre le montant de nos pensions et les prix s'accroît.

En réaction, la CE de l'UCR- CGT a décidé, à l'unanimité, de s'inscrire et d'appeler à une journée d'action, le mardi 3 décembre 2024, pour :

- Dire non au recul de l'indexation des retraites et pensions de base au 1er juillet 2025 ;
- une indexation, à minima, sur l'inflation au 1er janvier 2025 ;
- qu'aucune retraite, qu'aucune pension ne soit en dessous du Smic ; (la CGT revendique le SMIC à 2000 euros brut). Avec, dans un premier temps 10% d'augmentation immédiate des retraites et des pensions.
- rappeler notre triptyque revendicatif : augmentation des retraites et des pensions, développer la protection sociale et développer les services publics.

Je crois que je peux dire en conclusion que l'action revendicative est indispensable pour que les choses changent.

Que le syndicalisme retraité est solidaire de toutes les générations et en ce sens il a de l'avenir et que l'action unitaire est un vecteur d'avancées sociales.

« La reconquête des services publics »

3 sujets

3 ateliers

1) Santé et Sécurité sociale

Par Jean-Marie Peynard



La Sécu ne concerne pas que la santé bien sûr. Il y a les familles, les retraites, les accidents de travail, et bientôt, comme la CGT le réclame, l'autonomie. Les débats ont montré que les problèmes de la santé étaient un sujet primordial dans la vie et le bien-être des gens.

Pour se réapproprier la sécu et le 100 pour cent Sécu, il est nécessaire de repartir de sa création en 1945 dans le programme du CNR. Au départ, la Sécu n'était pas à 100% mais autour de 90% avec l'objectif d'arriver à 100%.

Avec ses principes de : Unicité ; Universalité ; solidarité ; démocratie ;

"Chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins"

Avec le temps, le capitalisme avec l'aide des gouvernements n'a pas cessé de modifier la gestion et surtout la gouvernance de la Sécu. C'est l'argent des cotisants qui est versé à une caisse commune pour répondre aux besoins des salariés. Parce que c'est l'argent des cotisants, c'est à eux par leurs représentants élus de prendre la gouvernance et non pas à l'Etat qui peu à peu prend la main avec les impôts prélevés (la CSG est un impôt). Les exonérations de cotisations sociales des entreprises représentent 80 milliards qui ne vont plus dans les caisses de la Sécu. C'est un détournement de fonds au détriment de la sécu et de ses cotisants

L'Etat par les impôts est en train d'étatiser la sécu pour mieux la privatiser.

Il faut se réapproprier la Sécu et un grand service public de la Santé : combattre les déserts médicaux, les dépassement d'honoraires.

Rappel des revendications de la CGT

- Supprimer les exonérations de cotisations sociales.
- Généraliser le tiers payant
- Développer la prévention et le dépistage dans les entreprises.

La bataille commune pour les 100% sécu peut être fédératrice à condition de bien expliquer ce qu'est la sécu, pourquoi et comment elle a été créée. En 2025 pour les 80 ans de sa création, la CGT se doit de se mobiliser et de lancer en grand une campagne (tracts, conférences, rassemblements) pour faire comprendre au plus grand nombre que la solution est d'aller vers les 100% Sécu. C'est un choix de société en faveur de la solidarité.

EN CONCLUSION : **La CGT exige un grand service public de la Santé et de l'action sociale**

2) l'autonomie

Par Pascal Gonet.

Aujourd'hui ce sont 2,5 millions personnes qui sont en perte d'autonomie, 4 millions en 2050.

De quels services publics de l'autonomie avons-nous besoin ?

Le traitement de l'autonomie est « une marchandise » le Gouvernement est au service d'intérêts financiers, certains élus ont été complices de la maltraitance dans les Ehpad.

On constate un manque d'humanité dans les Ehpad, les salariés font ce qu'ils peuvent mais il y a des sous effectifs, des manques de formations, des rémunérations de misère.

Les EHPAD dans le champ du privé lucratif « Poussent comme des champignons, cela rapporte » Mais « ça eu payé » ; en effet 75% des Ehpad sont en grande difficulté financière.

La CGT réclame un Service Public de l'Autonomie, nous devons nous mobiliser, la tendance de l'Europe libérale actuelle est pour la privatisation de tous les services.

Les Résidences Séniors se développent, source de nouveaux profits. Un camarade résident a provoqué une rencontre, 40 résidents sont venus et ont rédigé un Cahier de Doléances. Il y a un travail de conscientisation à faire : « Battons-nous, battez-vous ! »

Il faut des services non lucratifs qui prennent leur temps, des services Humains.

Il y a la volonté de rester le plus longtemps au domicile, avec des personnes qui passent « tenir compagnie » pour tromper l'ennui.

Connaissez-vous le « Baluttage » ? Une personne vient poser son « baluchon » pour quelques jours pour tenir compagnie à une personne âgée.

Il y a la possibilité dans les communes motivées, de mobiliser des jeunes faisant un Service Civique qui viennent visiter les personnes âgées de la commune.

Pour finir par une note optimiste, Paulette qui a 90 ans nous a dit : « Quand je prends les transports en commun pour faire le marché, il y a toujours une personne pour m'aider à monter ou descendre du bus ! »

3) Les transports

Par Martine PASQUIER

Développer les transports en commun pour répondre aux besoins

Tout d'abord, partir de l'existant : un état des lieux est à faire dans les différents territoires, qu'ils soient urbains, péri-urbains ou ruraux, de l'existant, ou, parfois, du non-existant.

Cette première étape doit nous permettre de contribuer à l'élaboration d'un schéma de développement des transports adaptés aux besoins de déplacement de la population.



Mener une réflexion sur la complémentarité des transports : bus, tram, RER, TER, ... en lien avec les syndicats CGT.

Pour les transports en commun déjà existants, porter un objectif de gratuité : revendication sociale et écologique. L'USR du Calvados a d'ailleurs rejoint le comité pour la gratuité des transports à Caen la Mer en novembre 2023.

Reprise de la revendication d'un service public des transports dans lequel les usagers et les salariés ont leur mot à dire. Un service public des transports permet également de sortir des appels d'offres et du moins-disant social qu'ils génèrent.

Pour pouvoir passer à l'action et travailler ce sujet de première importance que sont les transports, un collectif de travail composé de camarades de tous horizons professionnels et territoriaux est proposé.



Conclusions et feuille de route

Par **Sylvie RELLAND**

nouvelle Secrétaire Générale
de l'USR 14

Le gouvernement est revenu sur sa décision de ne pas revaloriser au 1er janvier 2025 les retraites de base, comme le code de la Sécurité sociale l'y oblige. Il coupe la poire en deux mais ce n'est pas

à la hauteur des besoins et de nos revendications.

Par ailleurs Il se refuse toujours à revenir sur les exonérations de cotisations sociales patronales qui coûtent chaque année plus de 70 milliards aux budgets publics. Ces exonérations, loin de servir l'emploi, grèvent largement le budget de la Sécu et profitent pour l'essentiel aux actionnaires.

Par ses actions, l'USR CGT du Calvados entend contribuer à une évolution sociale vers toujours plus de justice et de solidarité en intégrant le rôle de plus en plus important joué par les seniors. Nous exigeons de l'Etat qu'il assure aux citoyens un accès continu aux traitements médicaux indispensables, et pourquoi pas nationaliser la production et la distribution des médicaments génériques.

L'intersyndicale revendique un grand service public de l'aide à l'autonomie avec zéro reste à charge, regroupant et intégrant l'ensemble des structures et des personnels concernés.

Nous fêterons l'année prochaine les 130 ans de la CGT, l'occasion encore une fois de constater que la CGT a toujours évolué, s'est toujours transformée durant ses 130 ans d'histoire.

Pour autant, soyons vigilants, le RN est prêt à laminer les libertés syndicales et il ne s'en cache pas. Le RN déteste la CGT et veut contrôler voire museler les libertés fondamentales comme la liberté de la presse, la justice, etc. L'extrême droite, grande amie du patronat et des plus riches, ne s'en cache pas, dans son programme plusieurs mesures visent à affaiblir les syndicats qui défendent les travailleuses et les travailleurs. Ils vont même jusqu'à proposer la suppression des subventions de l'Etat aux syndicats alors que dans le même temps, le RN est biberonné aux subventions publiques.

Dans cette conjoncture, l'utilité d'une activité syndicale collective spécifique pour défendre nos garanties collectives, nos retraites et pensions, nos services publics, nos services de santé, mérite d'être réaffirmée.

Le syndicalisme retraité nécessite une activité régulière dans des sections syndicales de retraité (es) en lien avec l'entreprise ou proches du lieu de vie. La qualité de la vie revendicative et syndicale dans les sections syndicales de retraité (es) donnera l'envie de rejoindre et de participer à son dynamisme et à son efficacité. C'est ce qui distingue les sections syndicales d'autres associations ou clubs de retraité (es) répondants à d'autres besoins.

Notre USR réaffirme sa détermination à lutter contre la politique de régression sociale du gouvernement aux ordres du patronat.

Ne relâchons pas les efforts. Continuons le combat !

Vive notre 10ème congrès, vive notre USR14, vive la CGT.



Le nouveau bureau



L'équipe des bâtisseurs



**Séquence émotions avec les remerciements
à Jean Luc LEMAROIS et à sa famille**



La Chorale de Gosiers Toniques

1994
/2024



l'USR fête
ses
30 ans
14
novembre
2024
Fleury/Orne

Le bureau sortant de l'USR a souhaité profiter du 10 ème congrès pour fêter son 30ème anniversaire .
En effet le premier congrès de l'USR du Calvados s'est déroulé en décembre 1994.

Qui mieux que le Secrétaire Général de l'Union Départementale CGT du Calvados de l'époque pour venir raconter comment les choses se sont passées il y a trente ans.

Gérard LENEVEU, s'est gentiment prêté au jeu de l'interview !
Il ne s'est pas fait prier pour expliquer les différentes étapes qui ont précédé le 1 er congrès de l'USR.



Dans un deuxième temps, Gérard a accepté de nous parler de quelques camarades, qui ont participé activement à la mise en place. On retrouve leur nom sur la liste des membres de la première CE. (à retrouver ci-dessous)

PROPOSITION DE CANDIDATURE A LA CE EXECUTIVE OU CONSEIL DEPARTEMENTAL		
BUSNEL	Madeleine	Monoprix
GARNIER	Francine	UL Dives
GRISE	Mireille	UL Lisieux
HENRY	Bernadette	PTT
LEMAREQUIER	Claude	SNCF Caen
MARIETTE	Réné	SNCF Mezidon
MOULIN	Gilberte	UL Vire
PAYEE	Claudine	CHRU
RADIGUET	Michel	EDF
RIVIERE	Louis	R.V.I
SAINT-LAURENT	Jean	CIMENTS CALCIA
TIRARD	Claude	SNCF
VADELEAU	Jean	PTT
PROPOSITION CANDIDATURE C.F.C		
AUGER	Emilien	SNCF
LIROT	Marc	CHRU
ROUGIER	Daniel	SMN



Gérard ne pouvait terminer cet exercice de mémoire sans en dire un peu plus sur **Bernadette HENRY**.
(La photo ci-dessus)

Cette camarade de la CGT des PTT, qui accepta après quelques réticences de devenir la première Secrétaire Générale de notre USR du Calvados

Un tonnerre
d'applaudissements
et le maître de
cérémonie allume les
bougies !



Sans gâteau et sans bougies, ça ne serait pas un véritable anniversaire ! La fête n'aurait pas été complète sans quelques chants de la Chorale des Gosiers Tonic !



LES SALARIÉ·ES ONT ASSEZ PAYÉ !

LE GOUVERNEMENT EST TRÈS FRAGILE : NOUS POUVONS LE FAIRE RECULER !
DÈS MAINTENANT ON S'ORGANISE EN SE SYNDIQUANT DANS SON ENTREPRISE
OU SON SERVICE POUR GAGNER DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE.

TOUJOURS LES MÊMES QUI PASSENT À LA CAISSE

Depuis 7 ans, Emmanuel Macron et ses gouvernements **multiplient les cadeaux aux plus riches et aux grandes entreprises**. C'est cette politique qui a creusé la dette.

175 milliards d'aides publiques par an pour les entreprises, c'est un tiers du budget de l'État. C'est +50% en 15 ans ! Et le tout sans ciblage, sans condition ni contrepartie, sans évaluation ni contrôle de l'efficacité. C'est cadeau.

Les actionnaires du CAC 40 se sont augmentés de 30% ces dernières années. Les 10 français les plus riches ont multiplié leur fortune par 3,88 depuis 2017. Vous avez connu les mêmes augmentations de salaire, vous ? Non. Par contre, on nous a volé deux ans de vie avec la retraite à 64 ans.

L'AUSTÉRITÉ, C'EST LA BRUTALITÉ !

Alors que nos services publics sont à bout de souffle, le gouvernement décide à nouveau de les amputer avec :

- **5 milliards d'euros en moins pour les services publics** dans les territoires
- **4000 suppressions de postes** dans

l'Éducation nationale, alors que l'école manque de moyens (comme l'Hôpital et de nombreux autres services publics)

• **Le gel du point d'indice** des fonctionnaires alors que leurs salaires réels ont baissé de plus de 18% depuis 2010

• **La perte de 200 € en moyenne sur l'année pour tous les retraités** du public et du privé avec le report de l'indexation des pensions

ÇA PARLE DE DETTE, JAMAIS DE RECETTES

Qu'on parle d'impôts ou de cotisations sociales, le principe du "pot commun" est simple : plus on a, plus on paye. C'est efficace et ça repose sur les richesses créées.

Les plus riches et les entreprises qui dégagent des profits pour leurs actionnaires s'organisent pour ne pas avoir à payer leur part. Et c'est nous, les salarié·es, actifs et retraité·es qui perdons à chaque fois au change.

Nos services publics, nos systèmes solidaires de redistribution sont aujourd'hui en manque criant de ressources, alors que l'argent existe !

7 ANS DE CADEAUX AUX PLUS RICHES

16 MILLIARDS
BAISSE D'IMPÔTS SUR LES SOCIÉTÉS

19 MILLIARDS
BAISSE D'IMPÔTS DE PRODUCTION

5 MILLIARDS
EXTENSION DU CICE

2 MILLIARDS
SUPPRESSION DE L'ISF

17 MILLIARDS
BAISSE DE LA TAXE SUR LE CAPITAL

4 MILLIARDS
DEFISCALISATION/REDUC COTISATIONS HEURES SUP

= 50 MILLIARDS EN MOINS
PAR AN DANS LES COMPTES PUBLICS

Pour plus d'explications,
de sources et de chiffres :
www.cgt.fr



Louis Viannet, une grande figure de la Cgt

La mémoire conserve l'image d'un Louis Viannet chaleureux, aux bretelles ostensibles, maniant avec bonheur la dérision et l'humour. Celle aussi d'un dirigeant syndical qui a fait passer le cap du xx^e siècle à la Cgt. Christian Langeois, syndicaliste et historien, est l'auteur d'une récente biographie de l'ancien secrétaire général de la Cgt. Entretien.



Après celles de Georges Séguy et de Henri Krasucki, tu nous proposes *Entre hier et demain*, une biographie de Louis Viannet, leur successeur à la tête de la Cgt entre 1992 et 1999, pourquoi ce titre ?

Louis devient secrétaire général de la Cgt en 1992. Au tournant d'un XX^e siècle débutant avec la Première Guerre mondiale et se terminant avec l'effondrement de l'URSS. En France, c'est la poursuite du processus de désindustrialisation et la fin des « forteresses ouvrières » et des principaux bastions de la Cgt. Pour résumer, c'est la fermeture de Billancourt et l'ouverture de Disneyland... Ça, c'était « l'hier », « Le demain », c'est l'ouverture d'une période de profonds boule-

versements et de défis auxquels la Cgt est confrontée. « Une chose est claire, l'avenir ne saurait être la prolongation du passé, ni même du présent. L'existence même de la Cgt est en jeu ! », soulignait Louis lors de sa prise de responsabilité.

Quels sont les changements les plus marquants initiés par Louis ?

Depuis deux décennies, la Cgt, première organisation syndicale du pays, était confrontée à l'ébranlement de ses repères, à l'érosion de ses bases militantes et, pour tout dire, inquiète pour son avenir. Les temps sont difficiles. Des tensions et des débats ont lieu. Puisant dans ses expériences syndicales et politiques, Louis saura les aborder sereinement. Je retiens quatre évolutions majeures : la prise d'indépendance avec le Parti communiste français, indispensable pour modifier son image aux yeux des salariés ; l'adhésion à la CES permettant à la Cgt d'occuper une place et une influence dans le syndicalisme européen ; le concept de « syndicalisme rassemblé » qui marquera, notamment, le grand mouvement de l'hiver 1995 ; et, c'est probablement moins connu, Louis fera beaucoup pour que la Cgt existe sur l'espace public et sociétal. Je pense aux questions du féminisme, de l'égalité, des différences, de l'immigration...

Des évolutions qui imprègnent toujours aujourd'hui la Cgt, voire, plus largement, le syndicalisme...

Oui, bien sûr. Avec son agilité intellectuelle, sa longue expérience syndicale, son côté visionnaire aussi, Louis a contribué à faire entrer la Cgt, et le syndicalisme, dans le xxi^e siècle.

Il a permis à la Cgt d'aujourd'hui de clarifier son rapport à la politique et à la société. Et de l'ancrer durablement dans l'histoire sociale de notre pays. □

PROPOS RECUEILLIS PAR MICHEL SCHEIDT

POUR NOS EMPLOIS

Le 12 décembre 2024
12h00
devant la préfecture

**DES
ASSISES
POUR
NOTRE
TRAVAIL**

RASSEMBLEMENT

POUR L'INDUSTRIE DANS LE CALVADOS

Toutes et tous en tenue de travail !

Union Départementale CGT du Calvados

